

Nous ne débattons pas !

*Par principe, nous sommes favorables au débat. A sa liberté, à sa pluralité, à son utilité. C'est pourquoi nous refusons le « grand débat sur l'identité nationale » organisé par le pouvoir : parce qu'il n'est ni libre, ni pluraliste, ni utile.*

*Il n'est pas libre car c'est le gouvernement qui le met en scène, qui pose les questions et qui contrôle les réponses. Il n'est pas pluraliste car sa formulation réduit d'emblée notre diversité nationale à une identité unique. Il n'est pas utile car cette manœuvre de diversion*

*est une machine de division entre les Français et de stigmatisation envers les étrangers.*

*Affaire publique, la nation ne relève pas de l'identité, affaire privée. Accepter que l'Etat entende définir à notre place ce qui nous appartient, dans la variété de nos itinéraires, de nos expériences et de nos appartenances, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire, à l'autoritarisme et à la soumission.*

*La République n'a pas d'identité assignée, figée et fermée, mais des principes politiques, vivants et ouverts. C'est parce que nous entendons les défendre que nous refusons un débat qui les discrédite. Nous ne tomberons pas dans ce piège tant nous avons mieux à faire : promouvoir une France de la liberté des opinions, de l'égalité des droits et de la fraternité des peuples.*

**Plus de 30 000 signatures le 8 décembre sur cet appel pétition.**

**N. Sarkozy et son gouvernement recycle l'idéologie de la droite extrême !**

*"L'identité nationale" remis à l'ordre du jour par E. Besson et N. Sarkozy s'inscrit dans la thématique de l'extrême droite. Thème historique et de prédilection de la droite pour nier la question sociale et museler les luttes ouvrières et sociales.*

## **Discréditer « l'autre » pour renforcer le « nous ».**

Cette phraséologie est dans la continuité de ce ministère de la honte qui pour la première fois dans l'histoire de la République a associé dans son appellation "immigration et identité nationale". Il s'agit pour ce gouvernement d'affirmer, sans le dire ou en prétendant le contraire, qu'entre les deux, il y a problème. Que l'un menace l'autre.

Les seules actions soumises à la discussion dans le guide distribué aux préfets ne concernent ainsi que les contrats à passer avec les étrangers ou la manière de réaffirmer la fierté nationale.

*Le débat sur l'identité nationale est très mal venu parce qu'il tend à accréditer cette illusion selon laquelle il y a des identités naturelles, alors que les identités, ce sont ce que nous en faisons socialement, politiquement et empiriquement, au jour le jour. La définition de la nation appartient à la société, non à l'Etat, dont les prétentions identitaires nous conduiront inévitablement là nous savons, de par notre histoire tragique.*

**Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS (Sciences Po—CERI) pdt du Fonds d'analyse des sociétés politiques**

La manœuvre politicienne est évidente. Sarkozy a déjà utilisé le ressort identitaire pour capter les voix du front national. Mais on aurait tort de ne voir dans le discours gouvernemental qu'une simple manœuvre électorale.

En période de crise, la tradition nationaliste consiste à stigmatiser l'immigration pour nourrir la méfiance et l'hostilité aux étrangers.

La référence identitaire et nationale s'est construit à la fin du 19ème siècle en opposition à l'identité ouvrière et à l'internationalisme socialiste qui émergeait. C'est le Front National dans les années 80 qui a fait resurgir dans le vocabulaire dominant cette notion.

## **L'identité nationale contre les droits... des sans papiers**

Alors qu'actuellement 5 000 salariés hommes et femmes sans papiers sont en grève depuis 4 semaines dans 32 départements, que le mouvement syndical et associatif dans un élan commun appelle à une circulaire de régularisation, le gouverne-

ment répond identité nationale et bloque toute expression significative de ce mouvement dans les médias.

Alors que ce gouvernement met à mal les solidarités sociales en s'attaquant à l'hôpital public, à la sécurité sociale et aux retraites, Sarkozy refait le coup de ce mensonge énorme des « étrangers / immigrés » qui menaceraient les caisses en « envahissant » la France pour en profiter.

Oubliant au passage que tous les salariés sans papiers cotisent, paient des impôts mais n'en profitent pas !

Un tel discours vise à ouvrir la chasse aux fraudeurs que sont d'abord les étrangers.

Occultant ainsi les responsabilités de l'Etat et du patronat dans le démantèlement des « acquis sociaux ».

## **Le mythe fantasmé d'une France éternelle**

L'opération Besson sarkozienne s'inscrit dans une réécriture de l'histoire et une falsification mémorielle. La France n'est pas une « nation »

*(Suite page 2)*

préconstituée qui serait menacée par des éléments exogènes appelés « immigrés ». Cette opposition est une pure illusion, et un mensonge historique. N. Sarkozy utilise la référence à « des grands personnages » pour ressortir ce mythe d'une histoire de France qui s'inscrirait dans la continuité des « Gaulois » à nos jours en passant par Clovis.

Toutes les vagues d'immigration et de mélange de population dont nous sommes les héritiers sont passés sous silence. Ce mythe oublie aussi, volontairement, qu'il a fallu plusieurs révolutions (1789, 1830,48) la Commune et plusieurs grèves générales pour imposer la République, le droit syndical et les acquis sociaux que ce gouvernement veut liquider.

De quelle France parle Sarkozy, celle des descendants des anti dreyfusards, celle des Croix de feu, celle des pétainistes ? De quels droits de l'homme parle-t-il, ceux de l'armée française qui torturait en Algérie ? A quelle laïcité fait-il référence, lui qui à Latran et à Ryad est allé affirmer le primat du prêtre sur l'instituteur et appeler les religions à manifester leur présence dans l'espace public ?

## □ Le mythe fantasmé de l'identité nationale

« Beaucoup d'entre nous, individus ou peuples, sont à la merci de cette idée, consciente ou inconsciente, que "l'étranger, c'est l'ennemi". Le plus souvent, cette conviction sommeille dans les esprits, comme une infection latente ; elle ne se manifeste que par des actes isolés, sans lien entre eux, elle ne fonde pas un système. Mais lorsque cela se produit, lorsque le dogme informulé est promu au rang de prémisse majeur d'un syllogisme, alors, au bout de la chaîne logique, il y a le Lager ; c'est-à-dire le produit d'une conception du monde poussée à ses plus extrêmes conséquences avec une cohérence rigoureuse ; tant que la conception a cours, les conséquences nous menacent. Puisse l'histoire des camps d'extermination retentir pour tous comme un sinistre signal d'alarme. »

Primo Levi, "Si c'est un homme".

« Il est catholique, il mange du cochon et boit de la bière. » Ces propos odieux issus d'un dialogue entre Brice Hortefeux et un militant de l'UMP (véhiculée dans une vidéo devenu célèbre) tenus sans le vernis médiatique habituel en disent long sur la représentation mentale et caricaturale de l'identité nationale par ceux qui nous gouvernent.

Gotlib dans les années 70 avait créé le personnage de super Dupond pour dénoncer les bas fonds de l'idéologie nationaliste. Hortefeux, Besson et Sarkozy sont nos Superdupont d'aujourd'hui mais ils sont dangereux.

Il n'y a pas de définition scientifique du concept d'identité nationale par contre on peut mesurer les effets de son utilisation. Il n'est pas dans le rôle d'un Etat démocratique de définir l'identité. « *Quand le politique cherche à s'emparer de l'identitaire, le totalitarisme n'est jamais loin.* »

## □ L'histoire a déjà donné

Ce sont les hussards noirs de la République qui furent les porte parole du discours nationaliste revanchard après la guerre de 1870. Et c'est ce « sentiment national » exacerbé dans toutes les peuples européens qui conduisit à la boucherie de 1914. Et quand la crise de 1929 déferla avec son cortège de chômage et de misère, *la xénophobie populiste se déchaîna, au nom notamment de... l'identité nationale menacée. Les étrangers furent ainsi les boucs émissaires de la crise et de ce que certains appelaient (déjà) le « déclin de la France »...*, avant que le vieil antisémitisme revienne se mêler à la partie et que le régime de Vichy réalise finalement la synthèse de tous les racismes au nom de (déjà aussi) « la France aux Français ». Rappeler cela, ce n'est pas faire un procès d'intention à quiconque. C'est signifier en revanche qu'on ne peut pas prétendre puiser en toute innocence dans la mémoire collective des expressions aussi fortes et aussi connotées. » (L. Mucchielli)

## □ Vivre ensemble, le débat essentiel

Ce qui est interrogé aujourd'hui

c'est le sens de l'histoire, le sens du projet social. Comment faire pour que la jeunesse qui vit l'exclusion dans les banlieues ou les campagnes se reconnaisse dans un projet social ? Comment faire que les enfants et les jeunes qui vivent dans ce pays par naissance, par choix ou contrainte de leurs histoires familiales ne s'y sentent pas précaires ?

Comment concrétiser des valeurs qui sont au coeur de notre République, celle de liberté, d'égalité, de fraternité mais aussi de laïcité, de solidarité, de démocratie, de justice, de tolérance et faire que chacun les perçoive comme ayant une effectivité indiscutable pour lui et toute la société ? La réponse à cette question a à voir avec la lutte contre les inégalités, pour une autre répartition des richesses. C'est d'un projet politique de transformation sociale dont la jeunesse et le monde du travail ont besoin. Pas d'un débat identitaire qui a toujours accompagné les dérives sécuritaires et xénophobes. L'important n'est pas « d'où on vient », mais plutôt ce « qui nous a fait » et vers où nous allons ensemble.

## □ L'école, un enjeu pour tous les pouvoirs

En affirmant, que l'école prendrait toute sa place dans le débat sur l'identité nationale, le ministre Luc Chatel voudrait transformer le champ scolaire en appareil idéologique au service du discours gouvernemental. Nous ne pouvons pas l'accepter et nous ne l'accepterons pas.

Nous refuserons de participer à la construction de toutes pièces d'une « identité » fantasmée, prétexte à stigmatiser et exclure davantage une partie de ceux qui vivent en France.

A l'école, c'est le vivre ensemble qui se conjugue, pas la rhétorique politique d'un débat malsain. Sur ce sujet essentiel, chaque enseignant sera en droit de faire valoir le refus de participer à ce débat.

**Pour la FSU cela relève du devoir de désobéissance.**

# IDENTITÉ NATIONALE

*Avec RESF, refusons un débat posé en termes xénophobes !*

Le lancement du débat sur l'identité nationale est-il un acte politique ou seulement politique ? Dans le contexte de la campagne pour les élections régionales de 2010 et de l'accumulation de sondages d'opinion qui lui sont défavorables, chacun devine que le gouvernement cherche à exploiter les peurs des Français en reliant les thèmes de l'étranger et de la sécurité, de même que ceux du communautarisme et de la condition des femmes. Mais n'y aurait-il pas, par ailleurs, un débat politique de fond qu'on ne saurait refuser par principe ? Beaucoup le pensent. Toutefois ils risquent de le regretter quand ils découvriront la façon dont ce débat aura été organisé concrètement.

Pour le comprendre, il faut lire la circulaire envoyée aux préfets le 2 novembre par le ministre de l'immigration, de l'intégration et de l'identité nationale, Eric Besson, leur demandant "d'organiser et de présider" partout en France des débats locaux sur l'identité nationale, et dont la synthèse sera ensuite imposée par le gouvernement comme le résultat de cette vaste consultation des Français.

On y découvre une liste de préjugés et de fausses évidences définissant par avance l'identité nationale alors que l'on prétend la mettre en débat. Beaucoup de sujets sont abordés, mais le thème de "l'étranger" est en réalité central. Et certaines questions formulées à ce sujet sont orientées, choquantes et inacceptables. Détaillons celle-ci : "Comment éviter l'arrivée sur notre territoire d'étrangers en situation irrégulière, aux conditions de vie précaires génératrices de désordres divers (travail clandestin, délinquance) et entretenant, dans une partie de la population, la suspicion vis-à-vis de l'ensemble des étrangers ?" On trouve ici, condensés dans une même phrase, tous les poncifs du discours xénophobe.

**1** - Les sans-papiers seraient nécessairement arrivés irrégulièrement. En réalité, l'irrégularité du séjour ne suppose pas l'entrée illégale. Les dernières réformes ont précarisé le statut des étrangers résidant en France, les faisant basculer dans l'irrégularité pour des motifs de plus en plus nombreux (polygamie, séparation du couple, fin du contrat de travail, rejet de la demande d'asile, fin des études, etc.).

**2** - Les sans-papiers auraient nécessairement des conditions de vie précaires. C'est la fameuse "misère du monde" et ce n'est pas totalement faux. Toutefois, en réalité, si leur situation administrative est nécessairement précaire, les sans-papiers peuvent aussi être qualifiés, intégrés, travailler, avoir un logement et payer des impôts.

**3** - Cette précarité serait forcément source de travail clandestin. Ce n'est pas totalement faux. Toutefois, en réalité, nombre de sans-papiers travaillent avec un vrai contrat de travail et sont déclarés. Au demeurant, le "travail au noir" n'est pas réservé aux étrangers irréguliers. Il est au contraire assez répandu (garde d'enfants, cours du soir, ménage, couture, repassage, aide à domicile, etc.).

**4** - Cette précarité serait forcément source de délinquance. C'est le vieux thème d'extrême droite, étranger = délinquance, dissimulé sous le masque de l'apitoiement sur la pauvreté. En réalité, les clandestins sont bien sûr tous délinquants au sens administratif (absence de papiers). Mais pour le reste, leur particularité est généralement d'être au contraire très respectueux de l'ordre public pour ne pas se faire remarquer.

**5** - Cela entretient la suspicion de la population à l'égard de l'ensemble des étrangers. Cette idée que la lutte contre les immigrés clandestins permettrait aux immigrés légaux d'être acceptés et de s'intégrer est une idée fautive. D'abord le discours xénophobe, même limité aux clandestins, ne peut qu'alimenter une xénophobie plus générale (il n'est qu'à voir les discours sur la religion musulmane et ses "signes ostensibles"). Ensuite, les pratiques policières qui découlent de la lutte contre l'immigration clandestine touchent en réalité tous les Français dont la peau n'est pas blanche. L'exemple le plus évident est le contrôle d'identité sur la voie publique, autrement dit le contrôle au faciès.

Ainsi, ce débat sur "l'identité nationale" n'est pas seulement contestable sur le fond, il l'est aussi et d'abord sur la méthode. La lecture de la circulaire Besson montre que les conclusions sont largement écrites d'avance. Non seule-

ment la circulaire formule les questions qui seront débattues, mais elle se termine de surcroît par une liste de quinze propositions précises qui, comme par hasard, concernent dans 11 cas sur 15 les étrangers (le reste consiste en cours d'instruction civique, en obligation pour les enfants de chanter régulièrement La Marseillaise et pour les bâtiments publics d'arborer le portrait de Marianne et le drapeau tricolore).

Cela indique bien le niveau réel du débat qui est proposé et le fond de la pensée de ceux qui l'ont conçu. Et qui pourrait élever ce débat, le sortir de ces cadres étreints aux accents xénophobes ?

A aucun moment il n'est requis la présence des chercheurs spécialistes de la société française, capables d'aider à objectiver son histoire et sa composition actuelle, pas plus que la présence de représentants des divers partis politiques, syndicats professionnels, grandes associations nationales, institutions religieuses ainsi que les diverses "communautés" pourtant évoquées dans la circulaire.

Dans ces débats, il est seulement demandé aux intendants du prince de recueillir attentivement les peurs du "bon peuple" pour pouvoir ensuite le rassurer en lui parlant de la "fierté d'être français". Non, décidément, les dés sont pipés, il s'agit une manipulation et nous appelons nos concitoyens à contester ces procédés politiques rétrogrades qui menacent davantage qu'ils ne servent la cohésion sociale en réactualisant le bon vieux manichéisme opposant deux entités mythiques : la "communauté nationale" et les "corps étrangers" qui la menaceraient.

Christophe Daadouch, juriste ; Laurent Mucchielli, sociologue ; François Dubet, sociologue ; Jean-Pierre Dubois, président de la LDH ; François Geze, éditeur ; Véronique Le Goaziou, sociologue ; Claire Lévy-Vroeland, sociologue ; Gérard Marle, prêtre ; Stéphane Maugendre, président du GISTI ; Antoine Math, économiste ; Marwan Mohammed, sociologue ; Richard Moyon, co-fondateur de RESF ; Marie NDiaye, écrivain ; Laurent Ott, éducateur ; Pierre Piazza, politiste ; Philippe Rigaut, sociologue ; Serge Slama, juriste ; Alexis Spire, sociologue ; Jérémie Wainstain, chef d'entreprise ; Vincent Tiberj, politiste ; Pierre Tritz, prêtre.

## Pour la réhabilitation des fusillés pour l'exemple

### Le drapeau Jean Zay (1)

Ils sont quinze cent mille qui sont morts pour cette saloperie-là  
Quinze cent mille dans mon pays, quinze millions dans tous les pays.  
Quinze cent mille morts, mon Dieu !  
Quinze cent mille hommes morts pour cette saloperie tricolore...  
Quinze cent mille morts dont chacun avait une mère, une maîtresse,  
Des enfants, une maison, une vie, un espoir, un coeur...  
Qu'est-ce que c'est que cette loque pour laquelle ils sont morts ?  
Quinze cent mille morts, mon Dieu !  
Quinze cent mille morts pour cette saloperie.  
Quinze cent mille éventrés, déchiquetés,  
Anéantis dans le fumier d'un champ de bataille,  
Quinze cent mille que nous n'entendrons plus JAMAIS,  
que leurs amours ne reverront plus JAMAIS.  
Quinze cent mille pourris dans quelque cimetière  
Sans planches et sans prières...  
Est-ce que vous ne voyez pas comme ils étaient beaux, résolus, heureux  
De vivre, comme leurs regards brillaient, comme leurs femmes les aimaient ?  
Ils ne sont plus que de la pourriture...  
Pour cette immonde petite guenille !  
Terrible morceau de drap coulé à ta hampe, je te hais féroceement,  
Oui, je te hais dans l'âme, je te hais pour toutes les misères que tu représentes  
Pour le sang frais, le sang humain aux odeurs âpres qui gicle sous tes plis  
Je te hais au nom des squelettes... Ils étaient quinze cent mille  
Je te hais pour tous ceux qui te saluent,  
Je te hais à cause des peigne-culs, des couillons, des putains,  
Qui traînent dans la boue leur chapeau devant ton ombre,  
Je hais en toi toute la vieille oppression séculaire, le dieu bestial,  
Le défi aux hommes que nous ne savons pas être.  
Je hais tes sales couleurs, le rouge de leur sang, le sang bleu que tu voles au ciel,  
Le blanc livide de tes remords.  
Laisse-moi, ignoble symbole, pleurer tout seul, pleurer à grands coups  
Les quinze cent mille jeunes hommes qui sont morts.  
Et n'oublie pas, malgré tes généraux, ton fer doré et tes victoires,  
Que tu es pour moi de la race vile des torche-culs.

Extrait de *Les Respects*. 6 mars 1924

(1) Ministre de l'Education nationale et des Beaux Arts

### Extrait de l'intervention de F.Fillon au colloque de l'Institut Montaigne (club libéral, très marqué à droite)

*«César disait que le propre des tribus gauloises était d'être toujours en guerre. Le fait est que dans la tempête des invasions barbares, il n'y a guère que le petit peuple franc qui ait surnagé. Sans doute parce qu'en contrepoint d'un caractère belliqueux, incontestable, la légitimité et le droit étaient déjà deux obsessions françaises. Nos valeurs se cristallisent autour d'eux. Bainville disait que ce qui était remarquable chez Jeanne d'Arc, ce n'était pas d'avoir délivré Orléans, mais d'avoir reconnu le dauphin et d'être tombée à genoux devant lui. Je crois effectivement que l'identité française se reconnaît à ce dialogue de l'orgueil et de l'abnégation, à cette alternance entre les guerres intestines et les élans d'unité, à ce tiraillement bien français, et finalement fécond, entre la passion du "je" et la nécessité du "nous".»*

### Ou encore le retour de l'anti France, chère à l'extrême droite

*« Je ne crois pas que l'on puisse, en France, prôner un régime démocratique exemplaire et en même temps entretenir par ses mots, ou par son incivisme, le discrédit du pays.(...) Aujourd'hui, dans nos stades, dans nos cités, parmi nos élites, émerge parfois la tentation de défier la République en affichant le mépris de nos symboles.»*

A PROPOS D'UN SYMBOLE  
DE LA RÉPUBLIQUE

On pourrait sourire de représentations historiques surannées (et un peu rance) qui se limitent aux images d'Epinal du Lavis de la 3ème République.

Mais on s'inquiètera surtout des références politiques du Premier Ministre. Citer Jacques Bainville journaliste "historien" (1879 / 1936) membre de l'action française, disciple revendiqué de Maurras dans un discours fait au nom de la République est pour le moins choquant.

Après Hortefeux et « ses plaisanteries » sur les auvergnats, après N. Sarkozy qui se nourrit de « cette Terre » chère à Pétain, les dérives et dérapages commencent à faire système. Nos gouvernants sont imprégnés de cette idéologie nationaliste et xénophobe.

A force de courir derrière les voix du Front National, ils ont fini par attraper le virus. Les droits et libertés de ce pays sont bel et bien menacés.